

## Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012  
Nouméa  
Nouvelle-Calédonie

**Point 9.4.1 de l'ordre du jour :** Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD/Rio+20)

### Objet

1. **Rendre compte** de la participation du PROE à la conférence précitée, ainsi que des principaux résultats intéressant la région.
2. **Approuver** le processus proposé de mise en œuvre de Rio+20.

### Contexte

3. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), également dénommée Rio+20, s'est tenue au Centre des congrès Rio Centro de Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012. La troisième session du Comité préparatoire avait eu lieu au même endroit, du 13 au 15 juin 2012, et d'autres manifestations parallèles ont été organisées au cours des 9 jours écoulés du 13 au 22 juin. La CNUDD, troisième conférence internationale ayant pour thème le développement durable, faisait suite à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) — le « Sommet de la terre » —, lui aussi tenu à Rio de Janeiro en 1992, et au Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) organisé à Johannesburg en 2002.

4. Tous les pays membres du PROE sauf les Îles Cook et Nioué étaient représentés par leurs dirigeants ou par une délégation de haut niveau. Les Îles Cook et Nioué étaient absents car des changements apportés aux critères d'admissibilité de l'ONU les privent désormais du statut d'État à part entière, dont ils bénéficiaient lors des précédents sommets. Certains Territoires océaniques membres du PROE — la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les Tokélaou — étaient également représentés. Le Secrétariat du PROE faisait partie de la délégation du Samoa.

### Manifestations parallèles

5. Voici quelles ont été les principales manifestations parallèles d'intérêt pour le PROE :
  - **Les îles du Pacifique – Application de l'économie verte dans notre monde bleu.** Coordonnée par le PROE, cette manifestation a d'abord donné la parole à cinq dirigeants océaniques : le ministre samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement (Enjeux océaniques pour Rio+20) ; le Président Tong de Kiribati (Paysages océaniques du Pacifique) ; le Président Mori des ÉFM (Micronesia Challenge) ; le premier ministre Kilman de Vanuatu (Initiatives du Groupe du fer de lance mélanésien sur l'environnement et le changement climatique) ; et Ulu Kalolo des Tokélaou (Énergie renouvelable). Cette manifestation a été suivie par 150 personnes, et plusieurs délégués n'ont pu y assister en raison de l'exiguïté de la salle. Elle a fourni une magnifique occasion de présenter les enjeux et les projets océaniques.

- **Manifestation interrégionale des petits États insulaires en développement.** Coordinée par le Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) et organisée conjointement par le PROE, la COI et le Centre du changement climatique de la Communauté des Caraïbes (CCCCC), cette manifestation a fourni l'occasion d'examiner les possibilités d'acquisition et de partage de connaissances et de coopération entre les régions de PEID. Elle a culminé avec la signature de protocoles d'accords entre trois organisations régionales. Une réunion de suivi a porté sur la mise en place de programmes conjoints et de projets de financement par le biais du COMSEC et d'autres partenaires.
- **Présentation du PNUE sur le renforcement des capacités en matière d'accords multilatéraux sur l'environnement (AME).** Ce projet financé par l'UE et coordonné par le PNUE s'adresse aux pays ACP — Afrique, Caraïbes (CARICOM) et Pacifique (PROE). La phase 1 s'étend de 2009 à mars 2013. Cette manifestation a fourni l'occasion de présenter les résultats du projet et d'annoncer officiellement l'approbation de la phase 2 qui se déroulera de 2013 à 2016.
- **Jour des océans.** Coordinée par le Forum mondial sur les océans et portant principalement sur les enjeux océaniques, cette manifestation incluait une partie axée sur les petits États insulaires en développement.

## Compte rendu

6. Le compte rendu de la Conférence Rio+20, intitulé « L'avenir que nous voulons » (pièce jointe 1), a été jugé globalement bon par les petits États insulaires en développement du Pacifique. Ces derniers avaient deux enjeux prioritaires à soumettre à la Conférence ; tout bien considéré, ces enjeux ont été traités d'une manière jugée satisfaisante par les PEIDP.

- **Maintien du « statut particulier » des PEID,** en insistant par ailleurs sur la nécessité de consolider les actions visant à aider les petits États insulaires en développement à appliquer le Programme d'action de la Barbade (Barbade+10) et la Stratégie de Maurice, compte tenu en particulier des conclusions préoccupantes de l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice (MSI+5) concernant le développement durable des PEID. La Conférence est convenue d'organiser une conférence Barbade+20 en 2014, et de laisser à l'Assemblée générale des Nations Unies le soin de régler les détails de cette conférence fin 2012. L'Océanie sera l'hôte de la prochaine conférence, qui s'est tenue dans les Caraïbes (Barbade) en 1994 et dans l'océan Indien (Maurice) en 2004. Les Fidji et le Samoa, ainsi que la Barbade, ont fait part de leur souhait d'accueillir cette conférence.
- **Mise en évidence des enjeux océaniques** – Le concept d'« économie bleue » ou d'« économie verte dans un monde bleu » a largement contribué à attirer l'attention sur les enjeux océaniques. L'océan constitue le domaine thématique le plus important du compte rendu. Beaucoup de paragraphes sont consacrés presque exclusivement aux problèmes touchant les PEID. Il y est question à la fois de conservation et d'utilisation/gestion durables des ressources des océans. Cependant, le compte rendu ne porte pas toute l'attention requise à la nécessité d'examiner la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de se pencher en particulier sur la gestion des zones marines en dehors des zones de compétence nationale et sur l'exploitation minière des fonds marins. Il se contente de proposer des moyens de poursuivre l'examen de ces questions litigieuses. Les problèmes des pêches soulevés par les PEIDP ont été traités de manière appropriée et font l'objet de 8 paragraphes. Cependant, le rôle que peuvent jouer les PEIDP dans la gestion des ressources de l'océan Pacifique n'a pas été abordé.

7. Deux thèmes ont été abordés dans le cadre de la Conférence Rio+20. L'examen du premier de ces thèmes — L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté — a conduit aux conclusions principales suivantes :

- L'économie verte est un outil de première importance pour parvenir au développement durable.
- Les méthodes peuvent varier, mais elles doivent être conformes aux Principes de Rio, à ceux du programme Action 21 et au Plan de mise en œuvre de Johannesburg, viser la réalisation des ODM et répondre aux normes prescrites pour la promotion de l'économie verte énumérées au paragraphe 58 du compte rendu.
- Les pays peuvent choisir l'approche qui leur conviendra le mieux, mais doivent porter attention à la production et à la consommation durables, veiller à la gestion des impacts et conserver les ressources naturelles.
- Il importe de promouvoir un partenariat inclusif et de porter attention au transfert de technologie, au financement et au renforcement des capacités.
- Il importe d'insister sur le rôle des commissions régionales, des organisations régionales et du secteur privé.

8. L'examen du second thème — Le cadre institutionnel du développement durable — a conduit aux conclusions principales suivantes :

- Il convient d'insister sur le renforcement et l'intégration des trois dimensions du développement durable : économique, environnementale et sociale.
- Il faut renforcer la structure institutionnelle à tous les niveaux — local, infranational, national, régional et global.
- Il importe de renforcer le système des Nations Unies dans son ensemble, et en particulier d'améliorer la cohérence et la coordination, de promouvoir la responsabilité, et d'améliorer la communication et la coopération entre les organisations.
- L'Assemblée générale de l'ONU doit promouvoir une intégration plus complète des principes du développement durable dans le cadre des activités de l'ONU.
- Le Conseil économique et social demeure l'organe principal chargé de l'examen des politiques touchant au développement économique et social.
- Un forum politique de haut niveau sera mis sur pied et chargé d'examiner et de renforcer l'action de la Commission sur le développement durable et, à terme, de le remplacer par une organisation qu'il aura recommandée.
- Il est résolu de renforcer le rôle du PNUE en tant que chef de file mondial en matière d'environnement. Des mesures sont recommandées à cette fin et seront examinées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 67<sup>e</sup> session.
- Il importe que les AME veillent à promouvoir un renforcement de la coopération et de la coordination, et à réduire les chevauchements inutiles.
- Il importe de poursuivre les efforts consacrés à la préparation des rapports sur l'état de l'environnement et au renforcement des capacités afin d'étayer les prises de décisions.
- Les programmes, fonds et organismes spécialisés des Nations Unies, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les institutions financières internationales sont invitées instamment à intégrer des initiatives favorables au développement durable.
- Le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le développement durable est reconnu ; cet enjeu ne relève pas uniquement des commissions régionales de l'ONU.
- Il importe de mettre en place des politiques et stratégies nationales de développement durable.

## Suites données à Rio+20

9. Les activités régionales de suivi de Rio+20 seront coordonnées par le groupe de travail du CORP sur le développement durable (SDWG). Le PROE continuera de jouer un rôle de premier plan au sein de ce groupe de travail. Le SDWG travaillera en liaison étroite avec l'ensemble des États et Territoires membres ainsi qu'avec les missions des PEID du Pacifique à New York. Le groupe de travail du CORP a élaboré une matrice qui servira de point de départ à une feuille de route régionale plus détaillée pour Rio+20.

10. Les dates importantes fixées pour la communication des apports des régions au processus global « Rio+20 » sont soulignées. Le SDWG et les missions des PEID du Pacifique à New York assureront la bonne exécution de ce travail.

## Recommandations

11. La Conférence est invitée à :

- **Prendre acte** du rapport ; et
- **Approuver** la coordination des activités postérieures à Rio+20 par le SDWG.